



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2297>

Véronique Ponvert : sur le contexte social et politique

- FSU - CDFN Janvier 2017 -



L'École Émancipée

Dans cette période particulière, il me semble que nous partageons l'essentiel du constat ; comme l'a dit Bernadette, nous sommes persuadés que la répartition des richesses, le rôle de l'impôt, l'importance des SP vont façonner un projet de société que nous devons défendre.

Nous partageons beaucoup, oui : je l'ai constaté aussi dans ma lecture récente de la dernière revue UA. Là encore, je retrouve pour l'essentiel nos orientations communes : notamment, une même analyse du basculement du monde que représente l'élection de Trump, la condamnation de l'état d'urgence, et surtout la nécessité de remettre la question sociale au premier plan, un des enjeux de la période.

Et pourtant, si nous pouvons dire ou écrire parfois des choses semblables, nous ne mettons pas la même chose derrière les mêmes mots, et nous n'en tirons pas les mêmes conclusions.

Je vais prendre un seul exemple : toujours dans la revue UA, j'ai lu l'article PPCR qui s'intitule « engranger les avancées ».

Il est question d'apprécier positivement l'évolution du volet évaluation des enseignants, qui est loin de faire l'unanimité entre nous. Dans l'argumentation, la notion d'accompagnement est défendue, et on mise sur la possibilité de changer la culture de l'inspection pour en faire un point d'appui pour les personnels. Je dis bien : « Changer la culture de l'inspection »...

Quand des syndicalistes FSU, qui dénoncent depuis des mois la gouvernance et les pressions managériales qui plombent l'éducation nationale avancent de tels arguments, je ne pense pas qu'il s'agisse de naïveté, ni même d'un défaut d'analyse de ce qui se joue en termes de DRH dans le fonctionnement libéral de l'école.

Je pense au contraire qu'il s'agit bien d'une posture syndicale... Comme quoi on peut dénoncer la gouvernance et défendre des mesures qui vont la renforcer...

Je ne dis pas qu'il faut tout refuser en bloc, qu'il ne faut rien négocier, et qu'en raison du contexte politique, on doit être opposé à tout dialogue social ; je dis juste qu'on ne peut pas, aujourd'hui, donner des gages à ce gouvernement, survaloriser de petits mieux, sous prétexte que ce serait pire avec la droite ou l'extrême droite.

J'ai l'impression que les SN de la fédération sont tétanisés par cette menace : cela se résume bien dans le titre de l'article que j'ai évoqué : « engranger »..., comme si des gains éventuels actuels nous protégeaient d'une offensive à venir.

Cet article n'est qu'un exemple, mais il nous éclaire sur ce qui finalement, nous oppose.

Nous partageons les analyses sur le danger que représentent les projets réactionnaires, libéraux et racistes pour le pays, mais pour les combattre, nous pensons qu'il faut également dresser un bilan sans concession de l'action de ce gouvernement, en montrer la nocivité (on ne l'a pas rêvé, quand même, ça fait 4 ans qu'on dénonce les dérives autoritaires, les politiques anti-sociales !) et que c'est en prenant appui sur cette critique que nous construirons les mobilisations qui pèseront sur les choix politiques à venir.

Alors c'est vrai qu'on prépare les élections professionnelles dans un an. Mais ce n'est pas une raison pour éparpiller nos forces syndicales, je dirais même que c'est l'inverse qu'il faut faire.

Dans la période, il est urgent de chercher nos alliés dans les combats politiques et nous pouvons le faire notamment en dressant un bilan critique du quinquennat ; il faut rejoindre les collectifs qui existent avec nos partenaires de transformation sociale, il faut travailler pour imposer les questions sociales dans le champ politique, soutenir les luttes de solidarité envers les migrants, envers celles et ceux qui les accueillent et sont condamnés pour cela ; le syndicalisme doit participer à la vitalité de la société civile. Pour l'EE, c'est tout l'enjeu de la période.